La catastrophe d'AZF

Du plateau chimique au « campus santé », les difficultés de reconversion
d'un paysage posttraumatique

*The AZF Disaster – From the Chemical Cluster to the "Health Campus", the
Difficulties of Reverting a Post-Traumatic Landscape*

Karim Lahiani

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/20185>

DOI : 10.4000/paysage.20185

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Karim Lahiani, « La catastrophe d'AZF », *Projets de paysage* [En ligne], 24 | 2021, mis en ligne le 20
septembre 2021, consulté le 01 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/20185> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.20185>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La catastrophe d'AZF

Du plateau chimique au « campus santé », les difficultés de reconversion d'un paysage posttraumatique

The AZF Disaster – From the Chemical Cluster to the "Health Campus", the Difficulties of Reverting a Post-Traumatic Landscape

Karim Lahiani

La catastrophe d'AZF, enjeux de recomposition d'un paysage posttraumatique

- ¹ Le 21 septembre 2001 a lieu à Toulouse ce qui est considéré comme la plus grande catastrophe industrielle jamais répertoriée en France. À 10 h 17, une explosion survient dans l'un des hangars de l'usine AZF au sud de la ville, causant de très nombreux dommages humains et matériels. Cet événement est un point de bascule territoriale qui inscrit le site dans la longue lignée des paysages industriels posttraumatiques¹. La catastrophe confère à ce que l'on appelait alors le « plateau chimique » de Toulouse un destin qui sort de l'ordinaire, qui l'extrait du lieu commun. En effet, un paysage posttraumatique peut s'appréhender selon deux clés de lecture. Il y a, dans cette notion, une dimension physique, d'une part : le territoire se trouve altéré par les séquelles de la catastrophe qui se traduisent par des effets dont on peut tirer quelques figures singulières, à l'image des ruines ou de pollutions parfois irréversibles. Il y a, d'autre part, une dimension psychologique dans l'acte traumatique. Les répercussions sur les individus et les groupes sociaux se font alors ressentir dans leur perception même du paysage et dans la manière dont ils comptent à l'avenir s'investir dans la pratique ou l'évolution de ce dernier. En effet, comme le remarque Gaëlle Clavandier :

« Lors d'accidents graves, de catastrophes qui bouleversent brutalement l'ordre des choses, les repères sont modifiés, des lieux dont les contenus spatiaux et sociaux étaient clairement établis sont, durant une période plus ou moins longue, transformés et soumis à des variations. » (Clavandier, 2004, p. 35.)

Il en résulte des formes de tensions entre des groupes sociaux ou des individus dont certains vont privilégier une dimension mnésique liée à la catastrophe quand d'autres

seront les partisans d'une action plus radicale comme une *tabula rasa* (*ibid.*). En ce sens, le caractère posttraumatique d'un paysage peut être appréhendé sous l'angle du politique, c'est-à-dire dans sa propension ou non à créer du commun, à lier les individus autour d'un projet partagé de mutation de ce paysage. Cette relation semble rendue plus complexe par le caractère intrinsèque du drame. En effet, comment comprendre un paysage après un événement dramatique tant pour le site que pour ses riverains ? Comment un tel site peut-il être reconstruit sur le long terme et produire du « commun » et quelles sont les difficultés rencontrées ?

- 2 Dans le cadre de la catastrophe d'AZF, plusieurs signes semblent montrer des phases d'unanimité ou de tension sur les modalités et le projet de transformation du site. C'est là l'une des principales dimensions d'un paysage marqué par un événement traumatique : gérer la difficile question temporelle lors du processus de recomposition du paysage. Le temps est une donnée subjective dont l'interprétation varie d'un individu à l'autre. Notre rapport au temps n'est pas une expérience lisse mais le produit d'un patrimoine culturel qui influence notre perception des événements et confère à certains d'entre eux un rang supérieur dans l'importance et les représentations que s'en forgent les individus. Cette notion peut être résumée dans ce que Diane Scott nomme les régimes d'historicité (Scott, 2012, p. 183). Par ailleurs, la psychanalyse s'est rapidement interrogée sur notre rapport individuel au temps, notamment au travers du modèle psycho-économique du traumatisme de Sigmund Freud. Cette théorie présente le processus permettant à l'individu de reconstruire dans le temps la mémoire d'un événement traumatique (Bohleber, 2007, p. 815). La question peut également être abordée sous l'angle de la difficile transmission d'une expérience et de ses conséquences sur les représentations individuelles ou collectives d'un événement à long terme et *in fine*, sur celles du paysage :

« Une fois disparus les derniers témoins, [...] l'expérience primaire traumatique des survivants ne saurait être transférée dans la mémoire de ceux qui n'ont pas été concernés. » (*Ibid.*, p. 822.)

Maintenir la place de l'industrie au cœur d'un paysage urbain ?

- 3 Au lendemain de l'explosion de l'usine AZF, le plateau chimique apparaît comme dévasté. L'événement prend une ampleur nationale, voire internationale, du fait de sa forte couverture médiatique, du nombre important de blessés – plus de 2 000 – et des dégâts matériels imposants, chiffrés à plus de deux milliards d'euros. Surtout, celui-ci marque la ville et le paysage urbain sur le temps long.

« L'ampleur des dégâts est ainsi tout à fait hors du commun, et c'est bien une des caractéristiques fortes de cette catastrophe. [...] Le caractère exceptionnel de la catastrophe d'AZF ne tient pas tant au nombre de victimes qu'à l'étendue et à l'ampleur des dégâts matériels à l'extérieur de l'usine. » (Cauhopé, 2011, p. 44.)

En effet, près d'un tiers du parc de logements de la commune est sinistré et de très nombreuses infrastructures sont hors d'usage durant des mois. Ce paysage de ruines revêt une connotation particulière du fait de la catastrophe. Contrairement à la ruine antique qui, dans nos sociétés occidentales, est souvent perçue comme une allégorie du temps long du paysage et renvoie à l'idée de pérennité, la ruine contemporaine² est plutôt le résultat d'un excès, d'une saturation (Scott, 2012, p. 181). Cette perception,

couplée au traumatisme de la catastrophe, pousse acteurs politiques et société civile à se mobiliser rapidement pour renverser l'image du site.

Figure 1. Impact de l'explosion d'AZF sur le bâti

En rouge les dégâts les plus importants, en orange les dégâts secondaires sur les bâtiments.

Source : Karim Lahiani, 2020, d'après Mizzi, F., Perset, M., 2019.

- 4 Les mois qui suivent voient alors s'affronter deux groupes d'acteurs. D'une part, les collectivités locales et les associations de sinistrés prennent parti pour la suppression des installations qui présentent un risque industriel aux abords de la ville. Bien que ne portant pas une vision entièrement définie de la programmation susceptible d'être proposée, ce groupe est bien décidé à présenter un projet plus ouvert sur la ville, qui renverse l'image industrielle et les « interdits » pesant sur cette partie du territoire. D'autre part, les salariés d'AZF et la direction de l'entreprise prennent position en faveur du maintien de l'usine. Partagé entre intérêts économiques et attaches personnelles liées à l'histoire industrielle du site, ce groupe d'acteurs veut continuer à occuper une place centrale à la fois en termes spatial et symbolique. Dans un contexte où débute la campagne présidentielle, le gouvernement opte en faveur d'un compromis : la fermeture d'AZF en échange du maintien d'une partie des activités du plateau chimique et la promesse d'une reconversion vers des emplois « verts ». À la suite de cette décision de fermeture définitive, la société Total, alors propriétaire de l'usine, devient l'un des acteurs centraux de la reconversion du site. L'émergence du secteur de la biochimie dans les années 1990 pousse l'entreprise à proposer dès le printemps 2002 un projet dans ce domaine. Cette décision traduit la volonté du groupe de tourner rapidement la page – seulement huit mois se sont alors écoulés depuis l'explosion – et constitue l'un des réflexes possibles de la part des acteurs susceptibles d'agir sur un paysage posttraumatique : effacer les traces, opter pour une distanciation

avec l'histoire du territoire concerné. Cette volonté semble susciter une logique de coalition entre le groupe privé et les acteurs publics locaux, ces derniers soutenant rapidement le projet. Un an seulement après la catastrophe, un projet de cité des biotechnologies voit alors le jour (Mizzi et Perset, 2019, p. 50).

- 5 Néanmoins, d'autres initiatives, émanant de la société civile, émergent mais leur relais apparaît plus difficile. Ces initiatives témoignent d'une volonté d'élargir et d'associer le public au projet de recomposition du site et sont portées tant par des acteurs publics locaux que de simples citoyens dont certaines des propositions sont relayées par la presse locale. Au printemps 2002, il est par exemple proposé d'implanter un « climatoscope » sur l'usine en ruine. La même année, une exposition propose aux Toulousains d'imaginer le futur du site via une plateforme interactive. Surtout, le diagnostic des dommages, des faisabilités ainsi que le problème du manque de maîtrise foncière par la collectivité ralentissent considérablement l'émergence de tout autre projet crédible.

Figure 2. Des visions initialement divergentes sur l'avenir du plateau chimique

En vert, la coalition en faveur d'un changement radical d'activités. En jaune, la coalition pour un maintien des activités chimiques.

Source : Karim Lahiani, 2020.

La santé comme axe fondateur d'une nouvelle vision du paysage

- 6 À partir de 2002, la thématique de la santé devient un axe fort du deuxième mandat de Jacques Chirac. Ce dernier fait de la lutte contre le cancer la grande cause nationale de son quinquennat. C'est cet état d'esprit qui irrigue alors les consciences collectives

lorsque le maire de l'époque, Philippe Douste-Blazy, propose en 2003, l'implantation d'un « Cancérôpôle » sur le site. Médecin de profession, ce dernier est particulièrement sensible aux politiques de la santé et à l'idée de « réparer » la ville, à la fois physiquement et moralement, du drame qu'elle a subi deux ans plus tôt. S'engage alors une forme de thérapie symbolique et programmatique ayant pour but la « réconciliation » entre les Toulousains et ce paysage (Cauhopé, 2011, p. 126). Par ailleurs, l'implantation est facilitée par la présence d'un site de production du laboratoire Sanofi aux abords de l'ancienne usine (Crespi-Rutgé, 2018, p. 59). Le projet est confié à l'architecte Jean-Paul Viguier qui assure la maîtrise d'œuvre urbaine de la zone d'aménagement concerté (ZAC). La philosophie architecturale et paysagère proposée s'inscrit alors en totale opposition avec l'image industrielle du site. Celle-ci consiste en un grand campus forestier ponctué de clairières dans lesquelles viennent s'implanter les bâtiments dédiés à la recherche et aux soins. La végétation se déploie avec force dans le plan proposé et renoue, dans les intentions, avec le paysage de ripisylve des bords de Garonne.

Figure 3. D'un site industriel au campus santé

À gauche, le site et ses usages avant l'explosion ; à droite, les intentions du premier plan Viguier.

Source : Karim Lahiani, 2021.

- 7 Malgré ce fort enthousiasme du monde politique, les riverains, le tissu associatif et plus largement la société civile semblent peu impliqués dans l'impulsion du projet ; or leur avis est nécessaire pour construire une vision partagée du territoire. Ces acteurs se retrouvent dans une position passive consistant à approuver un projet, dans une logique où le système de valeurs – soigner la mort où celle-ci avait frappé – prévalait sur les modalités de mise en œuvre (Cauhopé, 2011, p. 353). L'une des principales questions soulevées par ces acteurs est celle de l'héritage laissé par les activités industrielles. Les préoccupations se concentrent alors sur la question de la dépollution des sols et de la présence de la Société nationale des poudres et explosifs³ (SNPE)

installée à seulement quelques centaines de mètres du site. Ces points de discordance ont menacé le projet à plusieurs reprises. Une démarche Écosite portée par les associations est d'ailleurs engagée pour assurer une plus grande transparence sur les dépollutions annoncées (Crespi-Rutgé, 2018, p. 91). La dépollution menée de 2006 à 2008 est engagée par la société Total et engendre l'excavation de 750 000 m³ de terres polluées (*ibid.*, p. 109). Les premiers bâtiments ouvrent dès 2009, faisant de l'opération un exemple de rapidité rarement observée pour ce type de projet. Cet élan peut s'expliquer par la valeur symbolique du drame, par ses conséquences en matière de moyens financiers et humains déployés pour construire le projet du Cancéropôle et par l'émergence d'une stratégie territoriale à l'échelle du plateau chimique (Mizzi et Perset, 2019, p. 50).

Figure 4. La réalisation d'un projet de reconversion autour de la santé

Source : Karim Lahiani, 2020.

Une fragmentation progressive et des tensions axiologiques révélatrices d'une maîtrise difficile du paysage sur le long terme

- 8 Si les débuts de la ZAC Cancéropôle se caractérisent par la rapidité avec laquelle les orientations ont été décidées, et par celle de leur mise en œuvre, les tranches suivantes de l'opération semblent faire l'objet de plus d'indécisions et de revirements. En effet, jusqu'en 2010, de nombreuses parties du nouveau campus sont inaugurées, parmi lesquelles les centres de recherche privés et l'Institut universitaire du cancer. Néanmoins, l'alternance politique opérée après les élections de 2008 voit l'arrivée d'un

nouveau maire et traduit un renversement axiologique auquel une partie de la société civile adhère.

- 9 Dès lors, la programmation change partiellement ou est suspendue, ce qui met à mal la cohérence du projet initial. En effet, cette période voit se confronter plusieurs visions à la fois politiques, techniques et citoyennes sur des sujets qui n'ont pas été traités par le projet durant la première décennie. La question de la mémoire est certainement celle qui a cristallisé les conflits politiques sur la plus longue durée et a structuré deux grands débats. D'une part, la question des traces mémorielles se pose dès les lendemains de la catastrophe. Les articles de l'époque montrent une volonté de faire table rase du passé, notamment par la destruction de la grande cheminée d'usine en 2003. L'image de cette cheminée qui apparaît alors comme un « signal » dans le paysage était trop associée à l'usine et au drame. Sa destruction n'a pas forcément suscité d'émoi si l'on en croit les réactions des habitants relevées dans la presse. C'est donc une autre figure architecturale plus discrète – les pavillons d'entrée du site – qui retient l'attention des concepteurs en tant qu'objet à mettre en valeur pour préserver une trace mémorielle mais dont la réalisation ne fait pas l'unanimité. D'autre part, la question de l'objet « mémorial » devient centrale l'année suivant la catastrophe et va diviser le secteur associatif selon deux catégories de victimes. En effet, durant les premières années de commémoration, une stèle spécifiquement dédiée aux collègues disparus permet aux anciens salariés de leur rendre hommage tandis que les victimes civiles se rendent auprès d'un autre mémorial. Ces tensions sont révélatrices du procès alors en cours où plusieurs parties s'affrontent et qui se solde par une relaxe générale en 2009. Dans les années 2010, un mémorial unique est aménagé directement sur le site et cause des tensions à une échelle microterritoriale, chacune de ces deux catégories de victimes voulant un espace de commémoration propre au sein de ce nouvel aménagement (Crespi-Rutgé, 2018, p. 119). Par ailleurs, la dimension symbolique du mémorial portée par les associations diffère largement de celle qui est finalement retenue par la municipalité, dont les codes esthétiques reprennent ceux des traditionnels cimetières. Ce double phénomène de transformation du site au prisme de la mémoire – les traces mémorielles, le mémorial – fait apparaître une volonté paradoxale et partagée par la majorité des acteurs au début des années 2010 : conserver la mémoire du drame mais ne pas non plus rendre trop visible tout élément du paysage pouvant faire référence implicitement à la catastrophe.

Figure 5. Le nouveau mémorial d'AZF

Le projet initial a été modifié par la municipalité. Une stèle commémorative et des cyprès viennent désormais accompagner la sculpture artistique en hommage aux victimes.

Source : Karim Lahiani, 2019.

- 10 Les doutes quant à la réalisation de l'opération telle que décidée dans le cahier des charges de la ZAC se précisent au fur et à mesure du déroulement du procès de la catastrophe d'AZF, à partir de 2009. Cette procédure judiciaire empêche le développement des nouvelles tranches du projet puisqu'une partie du site – dont le cratère de l'explosion – est sous scellés judiciaires dans l'attente de la fin du procès. C'est d'ailleurs cet espace qui, aujourd'hui, est révélateur de ce changement axiologique dans le temps long du projet. D'une profondeur de 7 mètres pour 50 mètres d'envergure, cette cicatrice dans le paysage forme un étang dont on ne saurait plus soupçonner la vraie nature. Son importance symbolique comme sa valeur écologique en font un objet de débats entre les anciennes générations qui voudraient poursuivre le projet du campus et celles qui n'ont pas connu la catastrophe et dont l'image symbolique associée au cratère n'a pas la même valeur. Ce débat prend corps dans un contexte plus général où les préoccupations écologiques ont pris une place importante dans la société. Ces dernières se concrétisent par des décisions paradoxales comme l'implantation d'une ferme solaire géante sur des prairies écologiques dépolluées et s'expriment à travers les vives inquiétudes suscitées par la présence d'explosifs immergés en grand nombre dans des lacs aux abords du site⁴. Le projet de reconversion de l'usine AZF est confronté à l'implication de nombreux acteurs dont les visions et intérêts ne sont pas toujours convergents. Cette situation engendre une remise en cause du projet initial qui se traduit par des formes de blocages, de sédimentations et de contestations dont les conséquences se font ressentir *in fine* sur le paysage.

Figure 6. La zone du cratère

Des clôtures empêchent encore aujourd'hui l'accès à la zone où une végétation spontanée envahit les derniers vestiges de l'usine.

Source : Karim Lahiani, 2019.

- 11 En effet, ces tensions entre les valeurs qui s'expriment sur le temps long – initialement il était accordé une place de premier ordre aux thématiques de la santé et d'une nature retrouvée pour la reconstruction du site – se traduisent ainsi par une fragmentation progressive du projet et nécessairement du paysage. Celle-ci est renforcée par le rôle de certains groupes d'acteurs dont la capacité à influencer la mutation du site se révèle plus forte que celle d'autres groupes et dont l'objet consiste à défendre des intérêts symboliques et économiques. En effet, contrairement à une ZAC classique où la programmation urbaine accorde une place importante aux espaces publics, résidentiels et à la rationalité du bâtiment, de nombreux espaces ouverts sont ici cédés aux laboratoires privés qui usent de ces derniers comme outils de mise en scène et de rayonnement de leur entreprise. De grandes pelouses remplacent la végétation luxuriante du plan initial. La proportion d'espaces publics susceptibles de faire émerger des appropriations collectives du territoire et donc du paysage qui lui est associé laisse finalement place à de vastes espaces monofonctionnels tenus par une poignée d'acteurs.

Figure 7. Une évolution sensible du plan initial vers un aménagement plus fragmenté

À gauche les intentions du premier plan Viguié ; à droite les aménagements finalement réalisés en 2020.

Source : Karim Lahiani, 2021.

- 12 Aussi, l'un des objectifs du projet qui était de changer radicalement la perception de ce paysage industriel, extrait du subconscient des habitants – c'est-à-dire un sentiment d'interdits dans l'imaginaire collectif du fait de l'implantation d'activités sensibles et de la présence de nuisances –, s'en trouve fortement altéré. Cette caractéristique semble perdurer sous une forme différente, au regard de la programmation et des aménagements mis en place. En effet, la fragmentation du site, qui se matérialise par de très nombreuses clôtures dans le paysage, semble véhiculer tout autant d'interdits formels ou symboliques. Le grand public devient plus réticent à s'approprier ces espaces délimités associés au monde médical et à son imaginaire (la maladie, la mort). Ils sont dès lors peu fréquentés (Crague, 2019, p. 56).

Figure 8. Des tensions sur la nature de la programmation du site

Source : Karim Lahiani, 2020.

Conclusion

- 13 La recomposition des paysages posttraumatiques présente des singularités indéniables que l'on retrouve dans le cadre de la catastrophe d'AZF. Le traumatisme et les séquelles que celle-ci engendre sur le site et sur les groupes sociaux viennent complexifier la mutation du paysage, impliquent des moyens importants et un réinvestissement du territoire dans le temps (Clavandier, 2004, p. 36). Le rapport à la mort et au deuil engendre des traces laissées volontairement comme un mémorial ou de manière « subie » à l'image du cratère. Ces motifs paysagers de l'événement traumatiques vont être assimilés et acceptés différemment selon les groupes sociaux ou le référentiel de chaque individu. Cela se traduit par des formes de mobilisations allant d'une volonté de maintien pure et simple de l'industrie chimique à des tensions sur la perception symbolique véhiculée par les traces de ce deuil, à l'image du mémorial. Cependant, ce caractère va peu à peu s'estomper pour laisser place à de nouveaux enjeux et systèmes de valeurs.
- 14 Dans le cas d'AZF, la question de la « réparation » du paysage par la thématique de la santé permet de convoquer rapidement un nouveau référentiel, bien que des traces symboliques du drame subsistent vingt ans après l'accident. Réussir à établir un avenir commun peut se révéler délicat lorsque des groupes défendent leurs intérêts au détriment d'une vision partagée. Révélant des situations de blocages ou de revirements, l'évolution de ces valeurs, parfois non partagées par l'ensemble des groupes, traduit la difficile manifestation d'une expression politique partagée dans la mutation d'un paysage posttraumatique. L'influence de nouveaux acteurs peut alors se faire sentir par

une privatisation de l'espace et *in fine* une fragmentation du paysage, ce qui peut altérer la construction d'une vision commune et partagée de ce dernier. De même, de nouvelles préoccupations de la société émergent, à l'image de la préservation de l'environnement ou de la dénonciation de pollutions encore présentes aux abords du site. Celles-ci peuvent également expliquer des situations de discordance entre les générations ayant connu la catastrophe et celles, plus jeunes ou installées récemment dans la ville, désireuses d'ouvrir une nouvelle page pour ce territoire.

BIBLIOGRAPHIE

Bohleber, W., « Remémoration, traumatisme et mémoire collective. Le combat pour la remémoration en psychanalyse », *Revue française de psychanalyse*, vol. 71, 2007/3, p. 803-830, URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-psychanalyse-2007-3-page-803.htm> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rfp.713.0803>

Cauhopé, M., « De la Poudrerie nationale de Toulouse au Cancéropôle. La catastrophe d'AZF dans les dynamiques territoriales d'un espace industriel urbain (1850-2008) », thèse de doctorat, université Toulouse le Mirail – Toulouse II, 2011.

Crespi-Rutgé, A., « La reconstruction suite à la catastrophe d'AZF : Toulouse 2001-2017. Quels sens portent les nouveaux bâtiments dans la ville qui se redessine ? », mémoire de master, École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, 2018.

Clavandier, G., « Que faire des traces d'une catastrophe ? Mémoire des accidents et aménagement », *Les Annales de la recherche urbaine. Apprivoiser les catastrophes*, n° 95, 2004, p. 35-41, URL : https://www.persee.fr/doc/ar_0180-930x_2004_num_95_1_2530

Crague, G., *Faire la ville avec l'industrie. Métropoles et villes moyennes : quatre retours d'expériences*, Paris, Presse des Ponts, 2019, 173 p.

Mizzi, F., Perset, M., « La catastrophe d'AZF, vers un nouveau dessein du territoire ? », *Belvedere*, n° 5, juillet 2019, p. 48-50, URL : <https://www.revue-belveder.org/index.php/la-catastrophe-dazf-vers-un-nouveau-dessein-du-territoire/>

Scott, D., *Ruine, invention d'un objet critique*, Paris, Éditions Les Prairies ordinaires, 2019, 165 p.

Scott, D., « Nos ruines », *Vacarmes*, n° 60, 2012/3, p. 164-178, URL : <https://www.cairn.info/revue-vacarme-2012-3-page-164.htm> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/vaca.060.0164>

NOTES

1. Un paysage industriel post-traumatique peut être défini comme un paysage ayant subi un accident technologique dont l'impact est suffisamment conséquent sur l'espace et sur les groupes sociaux pour changer le rapport que ces derniers entretiennent avec le site, les valeurs et les choix effectués à l'avenir sur ce dernier. Les notions de disparition et de deuil sont généralement des facteurs constitutifs de la nouvelle relation que ces groupes ou individus établissent alors sur une temporalité variable.

2. La ruine contemporaine est l'un des motifs du paysage posttraumatique lié à un accident industriel. Elle est le résultat d'un désinvestissement de l'homme qui répond à une crise de la modernité, la société n'étant plus capable d'« absorber » cet espace pendant une période plus ou moins longue, dans son système traditionnel de pratiques et d'aménagement du territoire. Ce désinvestissement est accentué lors d'une catastrophe industrielle en ce sens où certains dommages directement liés à l'activité humaine peuvent être jugés irréversibles ou causer des blessures psychiques trop profondes pour les acteurs du territoire concerné. Ce type de ruines peut également être le résultat de déprises économiques, de catastrophes écologiques ou de guerres.

3. La SNPE est une usine implantée sur l'île du Ramier, face au site d'AZF. C'est dans cette usine qu'est confectionné le carburant des fusées Ariane. Classée au titre de la directive Seveso, elle présente donc un risque industriel important mais également un intérêt stratégique pour l'État.

4. Propriété du ministère des Armées, ces lacs artificiels, aussi appelés Ballastières de Braqueville, ont été creusés au début du ^{xx}e siècle près de l'ancienne Poudrerie nationale devenue ensuite AZF. Les lacs sont utilisés pour l'immersion de 5 000 tonnes de nitrocellulose datant de la fin de la Première Guerre mondiale. La nitrocellulose est une substance hautement inflammable employée dans la fabrication d'obus, mais rendue inerte au contact de l'eau. La dépollution des Ballastières apparaît difficile du fait d'un classement en Zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF).

RÉSUMÉS

La catastrophe d'AZF survenue en 2001 constitue un point de bascule dans l'évolution du territoire toulousain. La nature de la reconversion qui s'engage sur le site du plateau chimique révèle la difficulté de traiter un paysage posttraumatique sur le temps long. C'est bien l'image du site – territoire extrait du « subconscient » toulousain durant les décennies précédant la catastrophe et associé au drame – que les acteurs tant décisionnels qu'issus de la société civile vont tenter de changer durant les années qui suivent. Le basculement axiologique se voulait initialement radical dans ses intentions : « une réconciliation » avec le site par la santé à travers l'émergence du Cancéropôle, grand campus boisé qui renouait avec le caractère naturel de l'environnement immédiat de la Garonne. Néanmoins, vingt ans après l'accident, les situations de blocage, le relatif coup d'arrêt du projet initial, les traces mnésiques de l'accident volontairement ou involontairement préservées et la fragmentation territoriale observée témoignent d'un essoufflement de cette volonté de partager un projet commun. Se pose alors la difficile question de la conciliation et de la cohabitation de différentes perceptions du paysage qui se jouent entre générations et entre divers groupes sociaux, rendue plus complexe encore par les effets de la catastrophe.

The AZF disaster in 2001 was a turning point in the transformation of the Toulouse region. The nature of the reconversion that is taking place on the site of the chemical cluster is evidence of the difficulty of dealing with a post-traumatic landscape over a long period of time. The image of the site - a territory which emerged from the "subconscious" of the inhabitants of Toulouse during the decades preceding the disaster and which has subsequently become associated with the tragedy - is what the actors, decision makers and members of civil society, have tried to change during the years following the event. The axiological transformation was initially

intended to be radical : 'reconciliation' with the site through health and the emergence of the *Cancéropôle*, a large, wooded campus that reconnects with the natural environment of the River Garonne. However, twenty years after the accident, blockages, the relative halt to the initial project, the traces of the accident voluntarily or involuntarily preserved, and the observed fragmentation of the territory bear witness to a diminished desire to partake in a common project. This raises the difficult question of the reconciliation and coexistence of the different perceptions of the landscape among different generations and social groups, made even more complex by the effects of the disaster.

INDEX

Mots-clés : Toulouse, Cancéropôle, paysage posttraumatique, catastrophe, AZF, mémoire

Keywords : Toulouse, Cancéropôle, post-traumatic landscape, disaster, AZF, memory

AUTEUR

KARIM LAHIANI

Karim Lahiani est paysagiste, urbaniste et géographe diplômé de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles, des Instituts d'études politiques de Paris et de Lyon et de l'université Lyon II. Ses recherches actuelles portent sur l'impact des catastrophes technologiques sur le paysage.
karim.lahiani[at]sciencespo[dot]fr